



*Présidence française de l'Union Européenne  
French Presidency of the European Union*



## **ASSEMBLEE GENERALE**

### **Table ronde interactive sur la crise financière mondiale**

**New York, le 30 octobre 2008**  
(Vérifier au prononcé)

**Intervention prononcée au nom de l'Union Européenne  
par S. E. M. Jean-Maurice RIPERT  
Ambassadeur, Représentant permanent de la France  
auprès des Nations Unies**

## **GENERAL ASSEMBLY**

### **Interactive Panel on the Global Financial Crisis**

**New York, October 30 2008**  
(Check upon delivery)

**Statement delivered on behalf of the European Union  
by H.E. Mr. Jean-Maurice RIPERT  
Ambassador, Permanent Representative of France  
to the United Nations**

- La crise financière actuelle est la plus grave qu'ait connu le monde depuis la crise des années 1930. Ses effets politiques et sociaux risquent d'être profonds. Elle est le révélateur de déséquilibres dans le fonctionnement de l'économie internationale et des défaillances de la régulation et de la supervision internationales, qui ont conduit à la dissimulation des risques et à leur dissémination incontrôlée dans le système financier international. Elle est plus généralement le révélateur des défaillances de la gouvernance économique et financière internationale : la stabilité financière est véritablement aujourd'hui un « bien public mondial », qui requiert une action coordonnée et responsable de la part des autorités de contrôle, de supervision et de régulation.
- L'Europe s'est engagée depuis plusieurs mois en faveur de progrès dans la régulation financière internationale. Notre approche consiste à consolider le secteur financier européen et à renforcer la transparence, la responsabilité et la supervision des acteurs. C'est l'une des priorités de la Présidence française de l'Union européenne.
- **L'Europe est aussi attentive aux conséquences de cette crise sur la stabilité et le développement durable des pays les plus pauvres et les plus vulnérables**, qui sont souvent simultanément affectés par les fluctuations des prix de l'énergie et des produits alimentaires, et qui risquent de remettre en cause les acquis de ces dernières années en matière de développement. L'Union Européenne reste attachée à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et réaffirme avec fermeté son engagement en matière d'Aide Pour le Développement, alors que les pays en développement en ont le plus besoin. Les débats lors de la dernière assemblée générale des Nations Unies ont montré à quel point la crise actuelle est devenue un sujet politique et de gouvernance. Elle appelle de ce fait un travail étroit de coordination au niveau multilatéral pour affronter les défis auxquels nous sommes confrontés, ainsi qu'une réforme ambitieuse de la gouvernance économique internationale.
- Nous ne pouvons pas traiter cette crise comme une simple parenthèse. Nous avons besoin d'inventer un nouveau modèle de gouvernance économique au niveau mondial : on ne peut pas aborder les défis du monde globalisé du XXIème siècle avec les institutions et les instruments du XXème siècle. **Nous devons aussi revenir aux valeurs de l'économie de marché**, qui doit être inclusive, au service d'une logique d'entrepreneuriat et d'épargne, et au service de l'économie réelle et du développement humain. La responsabilisation de tous les acteurs financiers doit être accrue, en particulier dans la chaîne de distribution du crédit. La transparence de tous les segments des marchés financiers doit être assurée, qu'il s'agisse des institutions financières, des produits financiers ou des juridictions financières, y compris les centres off-shore. La cohérence des normes et systèmes de contrôle doit aussi être assurée afin de servir la stabilité financière. L'anticipation des risques et leur gestion coordonnée au niveau national, régional et mondial doivent être promues. **Les institutions de Bretton Woods auront un rôle essentiel à jouer dans le nouveau système.**
- L'Union Européenne souhaite travailler étroitement avec tous ses partenaires pour contribuer à une réforme réelle et complète du système financier international, sur les principes de transparence, de solidité bancaire, d'intégrité et d'amélioration de la

gouvernance économique. Mais il faut le faire dans un esprit de coopération et d'ouverture : nous devons tout faire, dans les circonstances actuelles, pour prévenir les replis protectionnistes ou les crispations nationalistes.

- **Le sommet prévu le 15 novembre à Washington auquel participera le Secrétaire général des Nations Unies sera à cet égard une première étape importante qui marque la volonté d'ouvrir une discussion de fond sur des thèmes centraux de l'économie et de la gouvernance mondiales.**
- **Ce sommet marque en effet le début d'un processus**, et sera immédiatement suivi de la Conférence de Doha, qui nous offrira une occasion de veiller à ce que les difficultés financières actuelles ne compromettent pas les engagements de la communauté internationale et le financement du développement dans son ensemble. Les grands bouleversements que nous connaissons aujourd'hui dépassent la seule sphère de la finance. Ils concernent les relations entre Etats, régions, entre pays développés et en développement et vont entraîner une modification des flux financiers et commerciaux. Ils touchent à la compréhension et à la vision même du monde et aux valeurs. C'est un de ces moments de fusion que connaît l'histoire qui libèrent l'énergie nécessaire pour repenser l'organisation du monde, pour réformer les institutions actuelles et les adapter à ces nouveaux enjeux.
- **Mais il faut le faire d'une manière nouvelle, en prenant en compte les interactions entre les questions financières et les autres enjeux globaux tels que la démographie, le financement du développement, la sécurité alimentaire, ou encore les questions climatiques et énergétiques.** L'Union Européenne appelle à cet égard à une amélioration significative de la gouvernance mondiale, aujourd'hui trop dispersée, à une plus grande cohérence des objectifs et à une plus grande coordination des programmes. Les Nations Unies, par leur composition universelle et leur légitimité, ont vocation à être pleinement associées à cette refondation.

## UNOFFICIAL TRANSLATION

- The current financial crisis is the most severe the world has seen since the 1930s, and might have serious political and social consequences. This crisis is indicative of imbalances in the international economy and of failures in international regulation and supervision, which have led to concealing risks and to their uncontrolled dissemination throughout the whole international financial system. More generally, it is indicative of failures in international economic and financial governance: today, financial stability is truly a “global common good”, which requires coordinated and responsible action by the monitoring, oversight and regulation authorities.
- For the past several months, Europe has taken steps towards progress in international financial regulations. Our approach is to consolidate the European financial sector and to reinforce transparency, accountability and the oversight of actors. This is one of the priorities of the French Presidency of the European Union.
- **Europe is also mindful of the consequences this crisis will have on the stability and sustainable development of the poorest and most vulnerable countries**, which are often simultaneously affected by the volatility of energy and food prices, which could jeopardize development gains made in recent years. The EU remains committed to the achievement of the MDGs and strongly reaffirms its ODA commitments, when poor countries need us most. The discussions at the previous United Nations General Assembly showed the extent to which the current crisis has become a political and governance matter. For this reason, it has called for close coordination at a multilateral level to address the challenges we are facing, as well as for an ambitious reform of international economic governance.
- We cannot treat this crisis as if it were only a simple downward phase. We need to devise new global economic governance model: we cannot address the challenges of a globalized 21<sup>st</sup> century world with 20<sup>th</sup> century instruments and institutions. **We must also return to the values of the market economy**, which should be inclusive, support entrepreneurship along with savings, in the service of the real economy and human development. The accountability of all financial actors must be heightened, in particular those in the credit supply chain. The transparency of all the segments of financial market must be ensured, whether they be financial institutions, products or jurisdictions, including offshore centres. The coherence of standards and monitoring systems must be ensured in order to provide financial stability. Risks anticipation and its coordinated management at a national, regional and international level must be promoted. The Bretton Woods Institutions will have a key role to play in this new system.
- The EU would like to work in close collaboration with all partners to contribute to a comprehensive and genuine reform of the global financial system, on the principles of transparency, banking stability, integrity and improved economic governance. However, this must be done in a spirit of cooperation and openness. In the current circumstances, we must try our utmost to prevent protectionist reflexes or inward-looking economic constriction.
- **In this regard, the Summit scheduled for 15 November in Washington, and in which the UN Secretary-General will participate, will be an important first step,**

**which marks the willingness to open a substantive debate about key issues of global economy and global governance.**

- **This summit also marks the beginning of a process**, and will be immediately followed by the Doha Conference, which will provide us with an opportunity to ensure that the current financial difficulties do not undermine the commitments of the international community and the financing of development as a whole. The current upheavals go beyond the sphere of finance alone. They concern relations between States, regions, and developed and developing countries, and will lead to a change in financial and trade flows. They affect the understanding and the very vision of the world and its values. It is one of those rare moments in which historical events have combined to release the energy necessary for rethinking how the world is organized, for reforming existing institutions and for adapting them to these new challenges.
  
- **But this must be done using new methods, taking account of interactions between financial and other global issues such as demography, financing for development, food security and climate and energy issues.** In this regard, the EU calls for a significant improvement in global governance, which is currently too fragmented, and for greater coherence in our objectives and more coordination amongst programmes. Due to its universal membership and its legitimacy, the United Nations should be a key player in these reforms.